Dépêche n°**149367**
Paris, Jeudi 5 mai 2011 16:04:35
Morgane Taquet
Ligne directe : 01 53 10 09 87

Domaine : **Recherche et Innovation**
Rubriquage : Actualité - Financement - Budget - Recherche - International

États-Unis : « L'objectif de 3 % du PIB consacré à la R&D est difficilement atteignable » (Antoine Mynard, ambassade de France à Boston)

Antoine Mynard, attaché pour la science et la technologie à l'ambassade de France aux États-Unis (Boston)

D.R.

« La hausse du projet de budget, proposée en février 2011, est selon moi une simple tactique de l'exécutif, et je ne suis pas sûr que la contribution fédérale à l'effort deR&D pourra être augmentée en 2012 » analyse Antoine Mynard, attaché pour la science et la technologie au consulat de France à Boston (ambassade de France aux États-Unis) dans un entretien à AEF. Il revient ainsi sur le « contexte politique complexe », et sur la situation budgétaire et financière qui « constitue la plus grande menace pour le budget de R&D » américain. Le projet de budget 2012 prévoit actuellement entre 145 milliards et 150 milliards de dollars (entre 98 milliards et 101 milliards d'euros) pour l'effort de R&D par le gouvernement fédéral sur un total de 397 milliards de dollars (268 milliards d'euros) que consacrent les États-Unis à la recherche. Antoine Mynard

évoque également le plan de relance Arra (American recovery and reinvestment act) de 2009 qu'il qualifie d'« effort positif immédiat, même si en termes d'innovation, il se passera une dizaine d'années avant que le changement ne se matérialise vraiment ». En effet, si « plus de 80 % des 58 milliards d'euros » de crédits consacrés à la R&D dans le plan Arra ont été consommés, 18 % des montants versés aux porteurs de projets n'ont toujours pas été dépensés à la fin 2010. Il revient enfin sur le système de protection de la propriété intellectuelle américaine, en cours de réforme depuis les années 60.

AEF : Le projet de budget 2012 prévoit une hausse des crédits en faveur de la R&D de 0,5 % par apport aux prévisions budgétaires (AEF n°145886). Comment analysez-vous ce projet, présenté par le président Barack Obama en février dernier ?

Antoine Mynard : Il faut tout d'abord avoir à l'esprit que la part du gouvernement fédéral américain représente 35 % à 45 % du financement global de la recherche et de l'innovation, un chiffre qui correspond peu ou prou aux proportions françaises dans ce domaine. S'agissant de l'innovation, le gouvernement y apporte une contribution indirecte, et se positionne sur le financement de la recherche via les grandes agences de moyens (NIH, NSF, etc). Globalement, le projet de budget 2012 prévoit entre 145 milliards et 150 milliards de dollars pour l'effort de R&D par le gouvernement fédéral sur un total de 397 milliards de dollars que consacrent les États-Unis à la recherche. Cependant, l'objectif, déjà fixé par Barack Obama pour 2010, de 3 % du PIB consacré à la R&D est difficilement atteignable. Il faudrait augmenter le budget public de plus de treize milliards de dollars (neuf milliards d'euros) pour se rapprocher de cet objectif, ce qui, vu la situation des finances publiques, est hors de portée. De plus, les financements privés ont plutôt tendance à se stabiliser, un phénomène que l'on retrouve aussi en Europe. Disons que les États-Unis ont des atouts, mais la situation financière et économique est difficile. Barack Obama est complètement convaincu que l'apport fédéral à l'effort de R&D conditionne la capacité américaine à rester compétitive à l'échelle mondiale.

AEF : Quelle chance ce budget a-t-il d'être adopté par les deux chambres parlementaires ?

Antoine Mynard : Il est difficile d'avoir une photo à un instant « t », car depuis que Barack Obama a perdu la chambre des représentants (lors des élections de mi-mandat), il doit composer avec les républicains. Les deux chambres parlementaires, la chambre des représentants et le Sénat, ne sont donc pas du tout sur la même ligne. Au delà d'un contexte politique complexe, c'est la situation financière et budgétaire qui constitue la plus grande menace pour le budget de R&D. Il y a un vrai mouvement de fond qui vise à dire qu'il faut ralentir, voire stopper les dépenses fédérales. Ajoutons la menace de la dette américaine, qui représente 100 % du PIB américain. Il est également reproché à Barack Obama d'avoir fait augmenter le déficit budgétaire, avec la mise en place de différents plans de relance (Tarp, Arra, etc.). Tous ces éléments font donc souffler un vent mauvais pour la R&D, et nous ne nous attendons pas à une issue très bonne. La hausse du projet de budget, proposée en février 2011, est selon moi une simple tactique de l'exécutif, et je ne suis pas sûr que la contribution fédérale à l'effort de R&D pourra être augmentée.

AEF : Quelles sont les lignes budgétaires qui ont le plus de chances d'être sauvegardées ?

Antoine Mynard : Les dotations aux agences de financement seront maintenues. C'est extrêmement important car c'est ce qui conditionne la production et l'emploi scientifique. Certains programmes, notamment ceux tenus par l'agence de l'énergie (DoE), et qui ont beaucoup bénéficié du plan de relance Arra, pourraient en revanche faire l'objet de coupes.

AEF : À propos du plan de relance Arra justement, quel bilan peut on faire, deux ans après son

lancement ?

Antoine Mynard : Nous ne pouvons pas encore mesurer l'impact du plan de relance de 2009 dans sa globalité. Cependant, nous avons déjà quelques chiffres. Première chose : plus de 80 % des 58 milliards d'euros de dotations exceptionnelles consacrés à la R&D dans le plan Arra, ont été dépensés, soit environ 50 milliards d'euros. Ces crédits exceptionnels ont bénéficié aux principales agences de moyens et directions de recherche des départements ministériels, notamment ceux de l'énergie et du commerce. De plus, notons que la fenêtre de tir était relativement courte, puisque les crédits devaient avoir été consommés avant fin 2010.

En revanche, si l'argent a été dépensé par les agences fédérales, les montants eux ne l'ont pas encore été par les porteurs de projets. Nous savons que fin 2010, 18 % des montants versés aux porteurs de projets n'ont pas été dépensé. En fait, les projets n'ont pas tous été lancés, car il s'agit souvent de projets très innovants, et très ambitieux dont la mise en oeuvre prend plus de temps que prévu. Il faut pouvoir y consacrer des ressources humaines, et les collaborations sont tout juste en train de se monter. Le plan de relance générera donc un mouvement d'innovation, mais pas avant fin 2011, notamment pour les projets sur l'énergie. Les différents départements ministériels et agences ont lancé des projets importants dans des domaines très innovants, peu abordés auparavant, comme les nanotechnologies, les énergies renouvelables, etc., qui nécessitent plus de temps pour la mise en oeuvre.

AEF : Diriez-vous que le plan Arra laisse entrevoir une sortie de crise ?

Antoine Mynard : Le plan de relance a permis de maintenir 3,5 millions d'emplois aux États-Unis, dont des emplois hautement qualifiés. De plus, Barack Obama a permis que ce plan soit utilisé sur le long terme. Globalement, c'est plutôt un effort positif immédiat, même si en termes d'innovation, il se passera une dizaine d'années avant que le changement ne se matérialise vraiment. Par ailleurs, certaines promesses de Barack Obama ne pourront pas être tenues, comme son souhait de voir les dotations des agences de financement doublées.

AEF : Où en est la réforme américaine de la propriété intellectuelle ?

Antoine Mynard : Depuis les années 60, le système de propriété intellectuelle, qui remonte au XIXe siècle, est en cours de réforme. Il existe deux agences fédérales la FDA (Food and drug administration), et l'USTPO (office américain des brevets), qui est le bureau fédéral des brevets et des marques. Actuellement, ils font figure de véritables « goulots d'étranglement ». Au vu du retard accumulé par rapport au progrès scientifique (tests génétiques, médecine personnalisée), la FDA est dans une situation difficile. Il en est de même des brevets : l'USPTO a accumulé un retard de 1,22 million de brevets en instance et il faut maintenant plus de trois ans pour déposer un brevet. Barack Obama, lors de sa campagne de 2008, avait souhaité que ces agences soient davantage financées afin d'en finir avec ces retards. Le problème est que les moyens de l'USTPO stagnent voire baissent, alors que tous les pays émergents déposent des demandes de brevets aux États-Unis. Une législation plus proche du modèle européen vient d'être adoptée par la chambre des représentants : elle prévoit que le droit du premier inventeur s'impose. La procédure d'acceptation et le processus de révision seraient aussi plus consensuels, et la durée du droit d'exclusivité serait abaissée. Une réforme est d'autant plus urgente que l'USTPO alimente, avec ce retard, la veille technologique des concurrents chinois. Sept milliards d'euros d'innovation serait ainsi perdus chaque année aux États-Unis.

AEF : Qu'est ce que l'American Innovation Act ?

David Boucard-Planel (1) : Cette proposition de loi bipartisane, qui n'a pas encore été soumise au vote, a pour objectif de relancer la compétitivité américaine en s'appuyant sur trois leviers :

l'accélération du processus de valorisation de la recherche par le biais de l'entrepreneuriat, le renforcement de l'export américain, et le développement de l'enseignement scientifique. Une des mesures phares est d'étendre le programme de crédit d'impôt sur la R&D à toutes les recherches universitaires financées par l'industrie. Actuellement, seule la R&D réalisée en entreprise bénéficie de ce crédit d'impôt. Le gouvernement américain croit fortement en l'entrepreneuriat pour relancer l'économie et la création d'emplois et cette proposition s'inscrit dans un ensemble d'initiatives de relance dont la plus connue se nomme « Start-up America », lancée en janvier 2011. C'est l'une des plus grandes initiatives nationales en faveur de l'entrepreneuriat, soutenue par la Maison Blanche. Le programme prend la forme d'un partenariat public-privé, via un institut fondé et financé par deux acteurs majeurs de l'entrepreneuriat et de l'innovation aux États-Unis, les fondations Kaufman et Case. Les plus grands noms de l'industrie privée, tels que Facebook, HP ou IBM y sont associés et ont promis un soutien financier conséquent aux entrepreneurs en 2011, à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars.

---

(1) David Boucard-Planel est attaché scientifique adjoint en charge de l'innovation et de l'entrepreneuriat (Consulat général de France à Boston).

Contact : ambassade de France aux États-Unis, Antoine Mynard, attaché pour la science et la technologie, 00 1 617 832 4464, antoine.mynard@diplomatie.gouv.fr

Lire aussi dans les dépêches :

- États-Unis : deuxième appel à candidatures pour le programme Netva, destiné aux start-up et PME innovantes françaises
  AEF du Vendredi 1 avril 2011, n°147865
- « Les meilleurs chercheurs français ne s'expatrient pas tous aux États-Unis » (Jean Favero, bureau du CNRS à Washington)
  AEF du Lundi 28 février 2011, n°146037
- États-Unis : Barack Obama revoit à la hausse les prévisions budgétaires pour 2012 en faveur de la R&D (+ 0,5 %)
  AEF du Mercredi 23 février 2011, n°145886
- OST : la Chine poursuit son ascension avec 9,3 % des dépenses mondiales de recherche, derrière les États-Unis et le Japon
  AEF du Mardi 11 janvier 2011, n°143482
- « Je ne serais jamais parti aux États-Unis si j'avais eu le sentiment d'être bien traité en France » (Ngô Bào Châu, médaille Fields)
  AEF du Jeudi 18 novembre 2010, n°140805
- Publications : les États-Unis ne sont plus le « colosse de la science » d'il y a trente ans, selon Thomson Reuters
  AEF du Mercredi 17 novembre 2010, n°140752
- Douze propositions de l'Institut Montaigne pour éviter la fuite des cerveaux français vers les États-Unis
  AEF du Mardi 9 novembre 2010, n°140377
- États-Unis : l'administration Obama propose un budget R&D « en légère baisse » pour

2011 (Patrick Clemins, AAAS)
AEF du Mardi 19 octobre 2010, n°139333

- États-Unis : la part du financement privé augmente dans le budget R&D des universités (rapport NSF)
  AEF du Vendredi 1 octobre 2010, n°138272
- Le modèle d'innovation américain est en train d'évoluer avec la crise (Antoine Mynard, attaché scientifique, ambassade de France à Boston)
  AEF du Mardi 15 décembre 2009, n°124538

Dépêche n°149367 © Copyright AEF - 1998/2011 Confor mément au code sur la propriété intellectuelle, toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel de AEF.
Accéder au site de AEF : http://www.aef.info

Mes paramètres | Ne plus recevoir de mail | Interruption provisoire | Désabonnement